



## Conseil économique et social

Distr. générale  
23 septembre 2015

Français  
Original: anglais

### Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif

#### Troisième session

Bangkok, 1<sup>er</sup>-3 décembre 2015

Point 4 de l'ordre du jour provisoire\*

**Repenser les stratégies et politiques générales de croissance économique en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable: le rôle de la productivité**

### **Repenser les stratégies et politiques générales de croissance économique en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable: le rôle de la productivité**

#### Note du secrétariat

##### *Résumé*

La croissance économique des pays en développement de la région Asie-Pacifique est à la baisse depuis 2010 et devrait atteindre environ 5 % en 2015 et 2016. Même si cette situation s'explique par un net ralentissement du commerce extérieur conjugué au recul de la demande en Chine, la croissance de la productivité totale des facteurs a également fléchi. Profitant de la faiblesse de l'inflation, essentiellement due à la chute des prix des produits de base sur les marchés internationaux, de nombreux pays ont baissé leurs taux d'intérêt pour soutenir la croissance. Il reste qu'à l'instar des dépréciations des taux de change parallèlement observées dans les économies orientées vers les exportations, les mesures de ce type n'ont eu jusqu'à présent qu'un impact limité.

Si la relance de la croissance économique est importante pour la création d'emplois et l'amélioration des résultats de développement, le ralentissement de la croissance économique n'est pas nécessairement « mauvais ». Ce qui compte, c'est que la croissance économique soit plus inclusive. C'est la raison pour laquelle le programme de développement pour l'après-2015 ne porte pas uniquement, tant s'en faut, sur la seule croissance économique. Toutefois, la mise en œuvre des objectifs de développement durable mettra certainement à l'épreuve les capacités des pays à relever les défis qui se présentent et à exploiter les opportunités émergentes.

Les pays de la région devront donc ajuster leur stratégie de croissance de manière à accorder relativement plus de poids à la demande intérieure et régionale, et moins au commerce extrarégional. Ils devront aussi intégrer les objectifs de développement durable dans les politiques économiques et de développement au niveau national. L'important, c'est qu'ils mettent en place des politiques propices au renforcement de la croissance de la productivité et par là même avantageuses pour la main-d'œuvre. Un des moyens d'y parvenir consiste à augmenter les salaires réels pour soutenir la demande intérieure et faire en sorte que la croissance économique et le bien-être progressent en conséquence. Les politiques pertinentes auront notamment pour objet de mettre en place un salaire minimum, une meilleure protection sociale et des mesures de garantie de l'emploi public, sans perdre de vue quelles en seront les incidences pour la situation budgétaire.

\* E/ESCAP/CMP(3)/L.1.

Outre le fait d'assurer un meilleur équilibre à la faveur d'un modèle de croissance plus durable, ces politiques permettront de réaliser les objectifs de développement durable. Une autre manière de renforcer la demande consiste à accroître les investissements à l'appui des objectifs de développement durable. Ce faisant, la productivité sera meilleure, les pays profitant ainsi d'un cercle vertueux entre objectifs de développement durable et productivité.

Les membres et membres associés sont invités à examiner les questions analysées dans la présente note, à partager leurs données d'expérience et à fournir des orientations sur le futur programme de politique régionale en faveur du développement inclusif et durable.

## Tables des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction.....	2
II. Résultats, perspectives et principales difficultés macroéconomiques.....	4
A. Perspectives commerciales et de croissance.....	4
B. Inflation, politique monétaire et marchés financiers.....	7
C. Initiatives concernant la politique et les réformes budgétaires.....	9
D. Quelques défis économiques et considérations politiques.....	11
III. Accroître la productivité grâce au développement durable.....	14
A. Tendances en matière de productivité et de salaires dans la région Asie-Pacifique.....	16
B. Politiques d'accroissement de la productivité par le développement durable.....	20

### I. Introduction

1. La plupart des pays développés peinent encore à relancer leur croissance économique après la débâcle provoquée par la crise financière et économique mondiale survenue en 2008. Bon nombre de pays en développement de la région Asie-Pacifique ayant une croissance induite par les exportations, il leur est très difficile de retrouver et de préserver les niveaux élevés de croissance économique d'avant la crise. Les pays exportateurs de la région ont enregistré une baisse importante de leurs exportations du fait d'un ralentissement de la demande des pays développés et de la Chine, elle-même affectée par l'atonie de l'activité économique des pays développés et d'autres pays de la région. Cette conjoncture a eu pour effet de réduire la demande d'intrants intermédiaires en provenance de la région. De plus, la demande chinoise de produits finis et de produits de base importés de la région fléchit tandis que s'amenuise le rôle des investissements dans son économie.

2. Dans ce contexte, l'évolution de la croissance de la région est à la baisse depuis 2010. On prévoit que son taux de croissance se stabilisera autour de 5 % en 2015 et 2016. Il ne s'agit pas nécessairement d'un « mauvais » résultat à condition que les économies continuent de prospérer pour rendre la croissance économique plus inclusive. Toutefois, comme cela est souligné dans l'*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2015*, cette croissance n'a pas été suffisamment inclusive, malgré des progrès sensibles enregistrés au fil des années. De même, le programme de développement pour l'après-2015 va bien au-delà de la seule croissance économique. La mise en œuvre des objectifs de développement durable va certainement éprouver les capacités des pays à relever les défis et à tirer parti des opportunités émergentes.

3. Quoi qu'il en soit, il est important de relancer la croissance économique pour créer des emplois et accroître les ressources financières afin d'investir dans le secteur social et d'améliorer les résultats d'ensemble en matière de développement. Etant donné les turbulences qui affectent le commerce extérieur, les pays de l'Asie et du Pacifique devront miser davantage sur la demande intérieure et régionale comme moteur de croissance économique, sans perdre de vue les objectifs plus larges de développement durable. À l'heure actuelle, on ignore si la demande intérieure et intrarégionale augmentera suffisamment pour contrebalancer la faible demande extrarégionale. L'instabilité récente des marchés boursiers et des marchés des changes, due en partie à la hausse anticipée des taux d'intérêt aux États-Unis et en partie aux craintes suscitées par le ralentissement de la croissance de la région, ne facilite pas les choses. La baisse des cours internationaux des produits de base a contribué, pour de nombreux pays importateurs de ces produits, à apaiser les craintes inflationnistes et à soutenir la consommation intérieure. Toutefois, les pays exportateurs de produits de base en ont subi les effets négatifs. Les investissements intérieurs se sont contractés dans de nombreux pays de la région en raison des mesures de restriction du crédit adoptées par certains et, pour d'autres, de l'absence de réformes du côté de l'offre, notamment l'élimination des obstacles réglementaires ou l'adoption de programmes de développement infrastructurel.

4. La région possède les capacités et les outils nécessaires pour relancer la croissance de l'intérieur tout en veillant à ce que celle-ci soit inclusive. Outre l'élimination des entraves au commerce et des obstacles bureaucratiques, et l'amélioration de la gouvernance, certaines économies disposant d'une marge de manœuvre suffisante peuvent adopter des mesures de relance budgétaire. Les économies devraient redoubler d'efforts pour éliminer les obstacles logistiques qui entravent la production et le commerce aux niveaux intérieurs et régional en améliorant les infrastructures physiques. A cet égard, stimuler la coopération et l'intégration économiques régionales permettrait aux pays de la région dans une large mesure de tirer parti de leurs propres sources de demande. Il faudrait pour ce faire améliorer la qualité de la main-d'œuvre en investissant dans la santé et l'éducation et relancer la consommation intérieure en améliorant la protection sociale, ce qui réduirait la nécessité d'une épargne de protection. De même, une meilleure inclusion financière contribuerait à doper la consommation en facilitant l'accès des pauvres à des produits financiers tels que les prêts aux entreprises et les produits d'assurance.

5. Surtout, les pays de la région gagneraient énormément à faire porter leurs efforts sur la productivité et les moyens de l'améliorer. Au cours des dernières décennies, la région Asie-Pacifique a vu sa productivité augmenter considérablement. Toutefois, la croissance de la productivité totale des facteurs a diminué au lendemain de la crise économique et financière mondiale, et elle est désormais plus faible que dans les années 1990. Il est important, surtout pour les pays désireux de sortir de la catégorie des pays à revenu intermédiaire, d'inverser cette tendance. Il faut en même temps faire plus pour que les gains de productivité se répercutent systématiquement sur les salaires. Il en résulterait une croissance plus résiliente et plus robuste émanant de l'intérieur qui permettrait à la région de s'acheminer progressivement vers un développement privilégiant les facteurs intérieurs et régionaux par rapport aux exportations.

6. Il importe de noter que, si le renforcement de la productivité contribuera bien à la réalisation des objectifs de développement durable – dont les États membres conviendront cette année et qui s'inscriront dans le

prolongement des objectifs du Millénaire pour le développement – les pays pourront également améliorer leur productivité en investissant davantage dans la réalisation de ces objectifs, ce qui créera un cercle vertueux entre les pays concernés et la productivité.

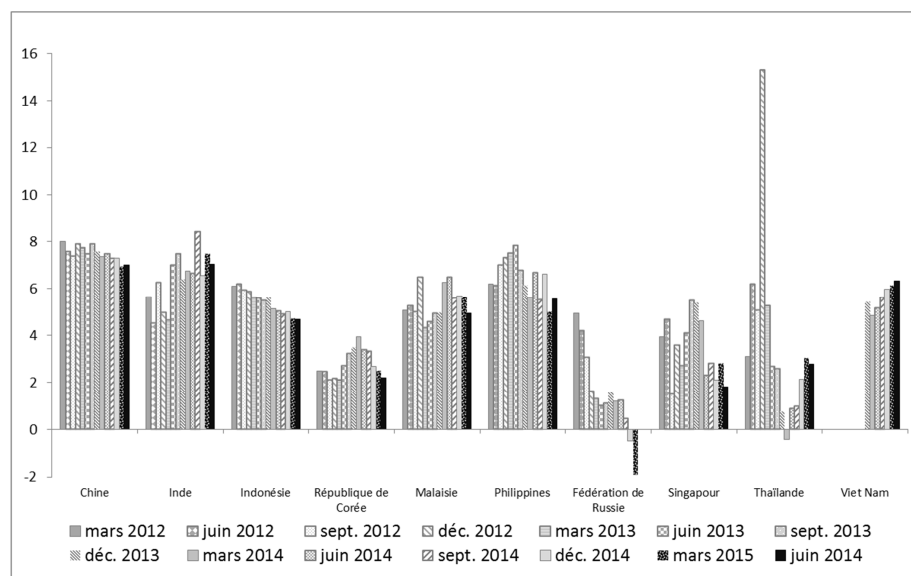
## II. Résultats, perspectives et principales difficultés macroéconomiques

### A. Perspectives commerciales et de croissance

7. La croissance économique de la région entre actuellement dans une période de « nouvelle normalité » qui se caractérise par une certaine faiblesse. Même si la croissance économique de la région demeure toujours plus forte que partout ailleurs dans le monde et malgré une vigoureuse reprise initiale en 2010-2011 après la crise, elle a été nettement plus faible que la moyenne enregistrée avant la crise. La croissance économique au cours de la période 2012-2014 a été de 5,2 % en moyenne, contre 9,4 %<sup>1</sup> en moyenne entre 2005 et 2007. Les données concernant la croissance trimestrielle pour 2015 témoignent d'un nouveau recul des performances de la région par rapport à 2014 (voir figure 1). Les estimations actuelles de la CESAP concernant la croissance annuelle des pays en développement de la CESAP en 2015 ont été ramenées à 4,8 %, par rapport au taux déjà bas de 4,9 % avancé dans l'*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2015*<sup>2</sup>.

Figure 1

**Taux de croissance trimestrielle (exprimé en pourcentage) de certaines économies de la CESAP, d'une année sur l'autre, entre 2012 et 2015**



Source: CEIC Data Company Ltd.

8. Le ralentissement progressif de la croissance observé ces dernières années en Chine (figure 1), pays qui constitue 42 % du PIB des pays en développement de la région de la CESAP, tient largement aux efforts qu'elle

<sup>1</sup> Il s'agit de la moyenne pour les pays en développement de la CESAP, y compris ceux de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale.

<sup>2</sup> Toutes les estimations de la croissance du PIB et du taux d'inflation datent du 20 août 2015. Elles comprennent les pays de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale.

déplie actuellement pour rééquilibrer son économie en faveur de la demande intérieure. La production manufacturière du pays a ralenti en raison de facteurs à la fois externes et internes. La faible demande des pays développés a restreint la demande d'exportations chinoises, comme cela s'est passé dans d'autres pays exportateurs. Toutefois, un facteur plus important a été le ralentissement de la croissance de la demande intérieure dans le secteur de l'investissement, celui-ci pesant beaucoup plus dans le PIB (44 %) que celui des exportations. La progression de l'investissement a surtout ralenti dans le secteur immobilier au sens large car les activités de construction entreprises précédemment ont créé une offre importante qui a réduit la nécessité de lancer de nouveaux projets. Il est encourageant de constater que le Gouvernement a fait preuve de détermination en respectant son objectif de rééquilibrage de l'économie au détriment de l'investissement malgré le ralentissement de la croissance du PIB.

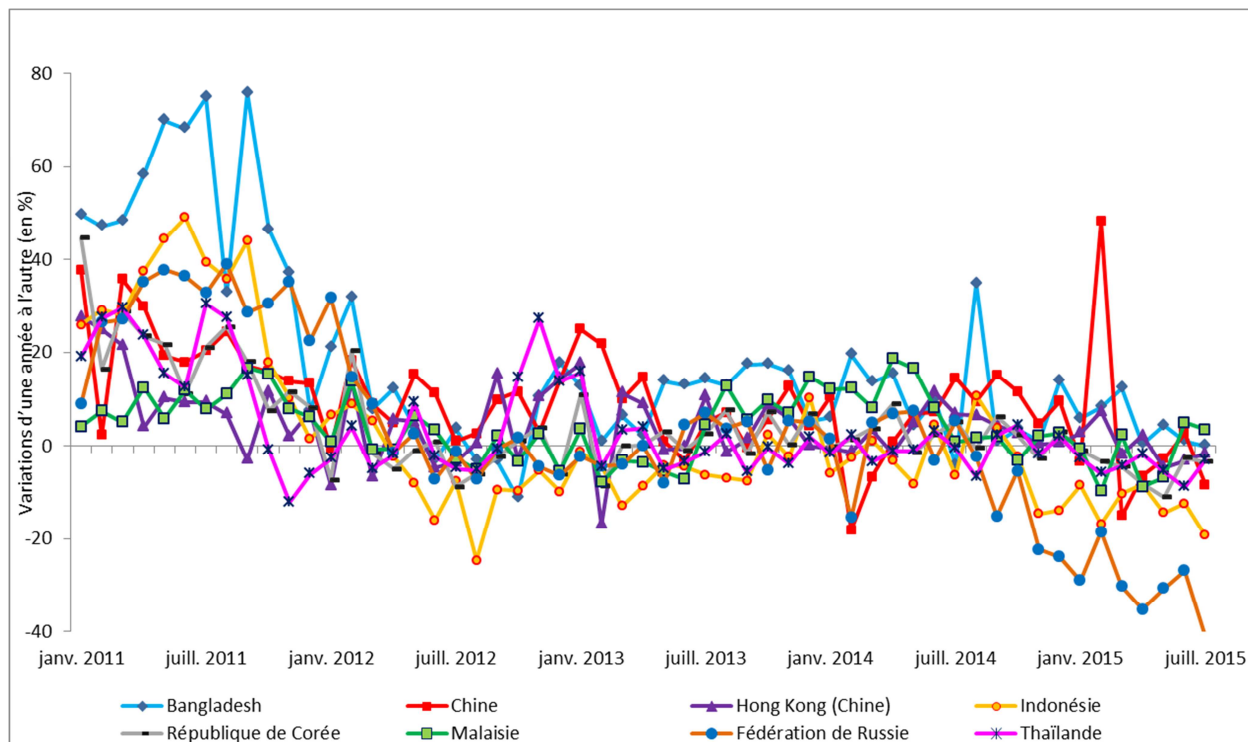
9. En 2015, la croissance économique des autres grandes économies de la région a été freinée par la lenteur des progrès accomplis dans la mise en œuvre de leurs réformes. Bien que l'on s'attende à ce que l'Inde enregistre en 2015 une croissance supérieure à celle de la Chine, cela tient davantage à une modification de la méthodologie du calcul du PIB qu'à un accroissement du taux de croissance au cours de ces dernières années. Par ailleurs, l'Inde a eu du mal à renforcer sa croissance, en raison des retards, causés par des obstacles législatifs, dans l'application des réformes proposées par le nouveau Gouvernement. De ce fait, les estimations actuelles de la CESAP concernant la croissance de ce pays sont de 7,6 %, soit une baisse par rapport aux 8,6 % anticipés précédemment. L'Indonésie, quant à elle, connaît une situation assez similaire pour ce qui est de la mise en œuvre des réformes, et son économie devrait enregistrer son taux de croissance le plus faible (5,2 %), depuis la crise financière mondiale. Les réformes entreprises dans ces deux grandes économies visent à éliminer les obstacles réglementaires et structurels qui entravent la production afin d'accroître le potentiel de croissance.

10. Les pays exportateurs de la région ont également connu un ralentissement sensible de leur activité exportatrice (figure 2) en raison d'une baisse de la demande des pays développés et de la Chine. Au cours du premier semestre de 2015, le commerce mondial a progressé au rythme le plus lent jamais enregistré depuis 2009<sup>3</sup>. En ce qui concerne les pays développés, l'embellie économique des États-Unis d'Amérique est contrebalancée par la lenteur de la croissance de l'Union européenne et du Japon. La Chine subit le contrecoup de la faiblesse des pays développés, tout comme d'autres pays de la région, ce qui a entraîné une diminution de la demande de produits importés par la Chine en raison de la contraction de la demande d'intrants intermédiaires pour leur transformation en Chine et l'exportation des produits finis vers les pays développés. Cette situation se reflète dans la tendance à la baisse de la demande d'importations de la Chine, observée d'année en année depuis novembre 2014, sur la base des données mensuelles. Un grand nombre de pays de la région étant reliés à l'économie chinoise par les chaînes d'approvisionnement régionales, cette situation a également eu des répercussions néfastes sur leurs propres économies. Parmi les pays manufacturiers de la région, la Chine est le plus grand marché d'exportation pour Singapour, la Thaïlande et la République de Corée et le deuxième marché le plus important pour le Japon et le Viet Nam. De plus, la demande chinoise de produits finis venant de la région a également diminué parce que l'investissement y joue un rôle moins important dans son

<sup>3</sup> Bureau néerlandais d'analyse de la politique économique (CPB), « World Trade Monitor June 2015 ». Disponible à l'adresse: [www.cpb.nl/en/number/cpb-world-trade-monitor-june-2015](http://www.cpb.nl/en/number/cpb-world-trade-monitor-june-2015).

économie. On en voit la preuve dans la contraction sensiblement plus forte des importations mensuelles par rapport à celle des exportations mensuelles. Autrement dit, le commerce mondial et régional devrait rester faible pour quelque temps encore.

Figure 2  
Croissance mensuelle des exportations de certains pays de l'Asie et du Pacifique, 2011-2015



Source: CEIC Data Company, Ltd.

11. Le ralentissement en Chine s'est traduit par une diminution de la demande de produits de base, ce qui a eu des répercussions négatives sur certains grands pays exportateurs de produits de base de la région. Si la chute des cours du pétrole de plus de 50 % depuis la mi-2014 a été spectaculaire, entraînant le cours du Brent à son niveau le plus bas depuis 2009, on a également observé une tendance soutenue à la baisse des cours d'autres produits de base de première importance. En août 2015, l'indice des prix des produits alimentaires de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) était à son niveau le plus bas depuis 2007, tandis que l'indice GSCI Industrial Metals de S&P affichait son niveau le plus bas depuis 2009. Outre le ralentissement de la demande en Chine, une autre raison expliquant la chute des cours du pétrole tient à l'accroissement de l'offre mondiale résultant de la production d'huile de schiste aux États-Unis. Outre la persistance des tendances actuelles de l'offre et de la demande, un autre facteur va favoriser la baisse des cours du pétrole dans les prochaines années, celui de la levée prévue des sanctions imposée à la République islamique d'Iran sur la production de pétrole, suite à l'accord conclu sur le programme nucléaire de ce pays. La baisse des prix des produits de base s'est traduite par un ralentissement de la croissance des pays exportateurs de ces produits en raison de la diminution des revenus des entreprises et des États. Les pays particulièrement touchés sont la Fédération de Russie, plusieurs économies de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, ainsi que l'Indonésie et la Malaisie.

12. Face à des perspectives de contraction des exportations, il sera important pour les pays en développement de la région de déterminer et de surmonter les principaux obstacles à la consommation intérieure et à la croissance de l'investissement. Dans un certain nombre de grands pays en développement, la demande intérieure devrait rester vigoureuse pendant un certain temps encore, vu leur situation démographique favorable (populations jeunes), leur urbanisation rapide et l'essor de leur classe moyenne. L'augmentation des revenus dans ces pays est visible dans la progression des salaires réels depuis ces dernières années. Ainsi, les salaires réels en Indonésie ont progressé de 13 % entre 2013 et 2014<sup>4</sup>, tandis qu'au Bangladesh, ils ont augmenté de 7,5 % en 2013<sup>5</sup>. Toutefois, des améliorations seront nécessaires du côté de l'offre, pour permettre aux pays de profiter de la poussée de la demande. En ce qui concerne l'offre, les principaux obstacles sont liés à l'insuffisance des infrastructures, à un excès de réglementations et à une gouvernance déficiente. Les gouvernements devraient continuer de s'engager dans des programmes de réformes économiques concertés dans ces domaines afin de stimuler une croissance économique portée par la demande intérieure.

## B. Inflation, politique monétaire et marchés financiers

13. Dans de nombreux pays, l'inflation globale a considérablement baissé, en raison de la baisse des cours internationaux des produits de base et du ralentissement de l'activité dans de nombreuses économies. Selon les prévisions actuelles de la CESAP, l'inflation devrait s'établir à 4,4 % en 2015, soit un niveau légèrement supérieur à la prévision de 4,3 % mentionnée dans l'*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2015*. La baisse des cours du pétrole est celle qui, par rapport à la baisse des cours des autres produits de base, a le plus contribué à réduire le taux d'inflation global des pays importateurs de pétrole dans la région. Ce recul de l'inflation a été moins sensible pour les pays qui ont tablé sur une baisse des cours du pétrole pour réduire les subventions aux combustibles. Cette politique, quoique bénéfique pour la situation budgétaire, a fait que la baisse des prix nationaux des combustibles ne s'est pas entièrement répercutée sur le niveau général des prix. En Inde par exemple, même si les prix mondiaux ont baissé de 44 % depuis janvier 2014, les prix au détail n'ont baissé que de 6,5 % à Mumbai<sup>6</sup>. Les perspectives d'inflation ne sont pas trop défavorables à court terme pour les pays importateurs de produits de base, étant donné que les prix de ces produits vont probablement rester bas et la croissance mondiale modérée.

14. Pour les pays exportateurs de produits de base, la baisse des cours a entraîné une hausse soutenue de l'inflation. Ainsi, la CESAP estime actuellement le taux d'inflation de la Fédération de Russie à 16 %, soit un taux plus élevé que celui de 13% prévu antérieurement. Il en va de même pour l'Indonésie où, selon l'estimation actuelle de la CESAP, l'inflation est de 6,8 % alors qu'en mars 2015, elle prévoyait un taux de 5,5%. La baisse des prix des produits de base a eu des répercussions négatives sur la balance des opérations courantes de ces pays exportateurs de produits de base, entraînant une dépréciation des taux de change et une hausse du coût des importations. La baisse des taux de change s'est accentuée en raison des sorties de capitaux investis en portefeuille provoquées par le creusement des

<sup>4</sup> Bureau indonésien de statistique.

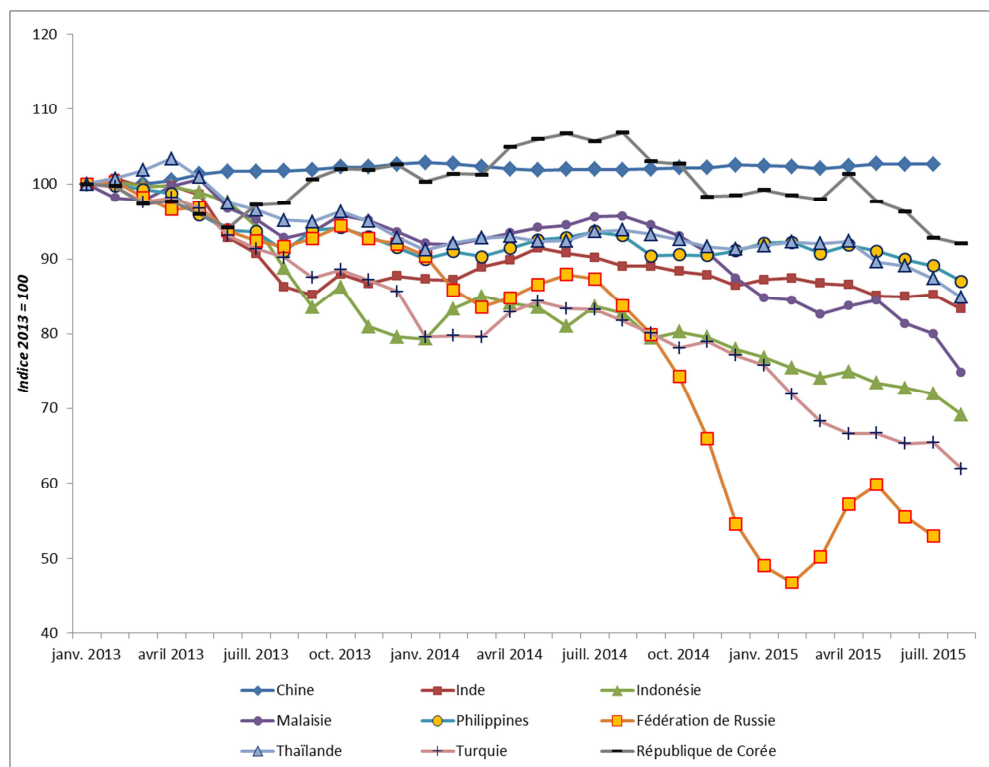
<sup>5</sup> Organisation internationale du Travail, ILOSTAT. Disponible à l'adresse: [www.ilo.org/ilostat](http://www.ilo.org/ilostat).

<sup>6</sup> Ujval Nanavati, « The curious case of India's inflation », *Forbes India*, 4 septembre 2015. Disponible à l'adresse: <http://forbesindia.com/printcontent/41019>.

déficits budgétaires et des paiements courants dans certaines des économies concernées.

15. Un des événements économiques majeurs de 2015 a été la tendance à l'accélération de la dépréciation monétaire dans toute la région (figure 3). Toutefois, ce phénomène existe depuis 2013. L'une des raisons de cette dépréciation a été une sortie générale de capitaux investis en portefeuille hors des économies de la région, situation elle-même engendrée par des divergences réelles et anticipées quant à l'orientation de la croissance et aux perspectives d'évolution des taux d'intérêt d'un grand nombre d'économies de la région par rapport à celles des États-Unis tandis que ce pays normalise son taux d'intérêt. Ces dépréciations s'expliquent également par le fait que les gouvernements étaient disposés à laisser leur monnaie s'affaiblir en raison des craintes qu'ils éprouvaient face aux perspectives d'exportation. De fait, certains gouvernements ont encouragé la dépréciation en abaissant les taux d'intérêt tandis que leurs préoccupations vis à vis de l'inflation s'évanouissaient. La dépréciation maîtrisée du yuan renminbi chinois en 2015 a également eu une incidence sensible sur les fluctuations monétaires dans la région. La dévaluation de 4,4% de la devise chinoise sur trois jours en août 2015 – dont l'objectif déclaré était de prendre davantage en compte les fluctuations du marché des changes – a incité les économies exportatrices concurrentes à laisser « filer » leur monnaie. Un certain nombre de devises se sont par la suite affaiblies au point de tomber à leur niveau le plus bas depuis plusieurs années.

Figure 3  
**Indices des taux de change dans certains pays en développement de l'Asie et du Pacifique, 2013-2015**



Source: CEIC Data Company Ltd.



16. S'il est peu probable que la dépréciation monétaire alimente l'inflation dans les circonstances actuelles, il est tout aussi peu probable qu'elle favorise beaucoup la croissance. La dépréciation monétaire peut renforcer les pressions inflationnistes en augmentant le prix des importations mais cet effet a été tempéré par une faible croissance et par la baisse des prix des produits de base. Ainsi, le peso philippin a perdu plus de 15 % de sa valeur depuis mars 2013, alors même que le taux d'inflation mensuel calculé sur 12 mois n'était, en août 2015, que de 0,7 %<sup>7</sup>. La dépréciation monétaire constitue également un risque pour les économies si elle provoque un cycle de dévaluations compétitives préjudiciables dans la mesure où aucun pays n'en retire un avantage net mais que chacun en subit le contrecoup par une perte de valeur des exportations et donc une diminution des recettes provenant de ce secteur.

17. Alors que les craintes inflationnistes se dissipent, remplacées par les préoccupations que suscite l'affaiblissement des exportations, un certain nombre de pays de la région ont abaissé leur taux directeur en 2015, notamment la Chine, la République de Corée, le Pakistan, la Thaïlande et la Turquie. Même des pays exportateurs de produits de base, comme l'Indonésie et la Fédération de Russie, ont suivi cet exemple pour soutenir leur croissance, malgré un taux d'inflation relativement élevé. Cela dit, les taux directeurs de ces pays sont encore assez hauts – 7,5 % pour l'Indonésie et 11 % pour la Fédération de Russie – et ne seront peut-être pas suffisants pour soutenir la croissance. Dans les circonstances présentes, la politique monétaire n'a pas vraiment contribué à soutenir la croissance de nombreux pays exportateurs étant donné le rôle majeur que joue la baisse de la demande d'exportations dans le PIB. De même, la dépréciation monétaire, en partie due à la baisse des taux d'intérêt, n'a pas eu d'incidence sur la croissance, étant donné que d'autres pays concurrents ont fait de même. De plus, les taux d'intérêt étant déjà particulièrement bas dans de nombreux pays, une nouvelle baisse de ces taux n'aura vraisemblablement que peu d'effet sur l'accroissement de l'emprunt. En République de Corée et en Thaïlande, par exemple, les taux directeurs sont actuellement de 1,5 %. Vu l'inefficacité des politiques monétaires et de change aujourd'hui, la politique budgétaire pourrait éventuellement jouer un rôle plus important en stimulant la croissance économique, à condition que la situation budgétaire et la position de la dette soient solides.

### C. Initiatives concernant la politique et les réformes budgétaires

18. Un certain nombre de pays ont entrepris des réformes de leurs dépenses publiques et de leur politique budgétaire pour soutenir la croissance à long terme et améliorer la stabilité macroéconomique. S'agissant des dépenses, des pays comme l'Inde, l'Indonésie et la Malaisie ont profité de la baisse des cours du pétrole pour éliminer progressivement les subventions aux combustibles. En Indonésie, les économies d'environ 18 milliards de dollars ainsi réalisées ont été réaffectées vers les infrastructures et d'autres domaines prioritaires; en Inde et en Malaisie, qui affichent des niveaux relativement élevés de dette publique et de déficit budgétaire, la diminution des subventions contribuera à rétablir l'équilibre budgétaire. Outre une redéfinition de leurs priorités de dépenses, les pays disposant d'une marge budgétaire suffisante ont pris des mesures pour stimuler leur économie: le Kazakhstan a adopté un train de mesures de relance étalé sur trois ans à raison de 3 milliards de dollars par an en faveur du développement des infrastructures et de la construction d'écoles et de logements sociaux.

<sup>7</sup> « Philippines inflations falls to two-decade low », *Financial Times*, 4 septembre 2015. Disponible à l'adresse: [www.ft.com/intl/fastft/386901/post-386901](http://www.ft.com/intl/fastft/386901/post-386901).

19. Pour financer les dépenses essentielles de manière durable, les pays s'efforcent d'augmenter leurs recettes intérieures, notamment leurs recettes fiscales. Dans un certain nombre de pays, les rapports impôts/PIB sont généralement inférieurs à 20 %, voire proches de 10 % ou même au-dessous<sup>8</sup>. Au début de 2015, la Malaisie a introduit un impôt sur les biens et les services afin d'élargir son assiette fiscale et de réduire sa dépendance à l'égard des revenus tirés du pétrole et du gaz. Le Gouvernement indien a proposé un impôt national sur les biens et les services destiné à remplacer plusieurs taxes indirectes déjà prélevées au niveau de ses états et au niveau fédéral. La Chine prévoit de se doter d'un impôt national sur l'immobilier résidentiel qui permettrait d'améliorer les finances des administrations locales. Sur le plan administratif, l'Afghanistan, le Bangladesh et les Maldives ont adopté un système de gestion des données informatisé conçu pour améliorer l'efficacité du recouvrement de l'impôt; quant aux Philippines, ils ont redoublé d'efforts pour lutter contre la fraude fiscale et améliorer la collecte des impayés.

20. Un certain nombre d'économies ont entrepris des réformes structurelles visant à stimuler, entre autres, la consommation privée, l'investissement et la création d'emplois. La Chine continue d'être le principal pays de la région à lancer des réformes économiques destinées à améliorer son potentiel de développement. Depuis la fin de 2013, ce pays ouvre de nouveaux secteurs aux investisseurs privés, notamment le secteur ferroviaire et les petits établissements financiers, tout en simplifiant les formalités administratives comme celles concernant l'enregistrement des entreprises et l'octroi de licences. Bien que les réformes entreprises par les nouvelles administrations n'aient pas été aussi rapides que prévu, les économies majeures que sont l'Inde et l'Indonésie ont déjà lancé un certain nombre de réformes économiques importantes. Le Gouvernement indien a réussi dans une très large mesure à améliorer l'inclusion financière, ce qui contribuera à doper la consommation intérieure. En Indonésie, plusieurs réformes visant à améliorer le climat commercial ont été adoptées. Ainsi, en septembre 2015, il a été annoncé que les nouvelles entreprises prévoyant d'investir au minimum environ 70 millions de dollars dans les industries « pionnières », notamment l'énergie, les télécommunications, le transport maritime et la transformation des produits agricoles bénéficieraient d'allègements fiscaux allant de 10 à 100 % pour une durée maximale de 15 ans.

21. Désireux de renforcer l'efficacité, le Viet Nam a privatisé un certain nombre d'entreprises publiques. Le Gouvernement de la République de Corée s'emploie à libéraliser les principaux secteurs des services, notamment le secteur de la santé. Le Kazakhstan a mis de côté 2,8 milliards de dollars pour alimenter son fonds sur les prêts douteux et mis sur pied d'autres dispositifs qui permettront de maintenir la liquidité des marchés financiers et l'accès des petites et moyennes entreprises aux sources de financement. Pour stimuler l'emploi, un certain nombre de gouvernements essaient également d'assouplir les règles et les pratiques du marché du travail trop restrictives ou complexes. Ainsi, au milieu de 2014, la Turquie s'est dotée d'une nouvelle stratégie nationale pour l'emploi visant à renforcer les liens entre l'école et le monde du travail et à concilier sécurité et souplesse sur le marché du travail.

<sup>8</sup> *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2014* (publication des Nations Unies, No.: E.14.II.F.4).

## D. Quelques défis économiques et considérations politiques

### 1. Variations des taux d'intérêt aux États-Unis d'Amérique et des taux de change en Chine: incidence sur les politiques monétaires et des changes

22. Dans les mois à venir, les pays de la région seront confrontés à des complications découlant de l'instabilité des monnaies et des flux de capitaux. Les anticipations portant sur une hausse des taux d'intérêt et une reprise de la croissance aux États-Unis expliquent en partie la dépréciation des devises dans la région, à quoi il faut ajouter les sorties de capitaux. Un autre facteur a été la récente dévaluation de la devise chinoise qui a poussé les autres pays à laisser leur propre monnaie se déprécier pour que leurs exportations demeurent compétitives. Le fait de devoir gérer les pressions à la dévaluation et celles résultant de la sortie des capitaux des marchés financiers au moment où les taux d'intérêt sont en baisse en raison du recul de l'inflation est un dilemme difficile à résoudre, qui a certainement compliqué les politiques macroéconomiques dans certains pays de la région. Si les pays en question choisissent de continuer de baisser leurs taux d'intérêt pour soutenir la croissance économique par exemple, l'éventualité de nouvelles dépréciations des taux de change et de sorties de capitaux n'est pas à exclure. En revanche, le maintien des taux d'intérêt à leur niveau actuel ou leur relèvement après que les États-Unis ont augmenté le leur, ne semble pas concorder avec les perspectives inflationnistes et/ ou les impératifs de la croissance.

23. Pour les pays qui ont des déficits budgétaires et courants relativement élevés, les sorties de capitaux se révéleront peut-être excessives si les investisseurs s'inquiètent davantage des perspectives de ces économies que de celles d'autres. Sous l'effet des sorties de capitaux, les pays concernés pourraient connaître une inflation plus élevée due à des baisses plus fortes des taux d'intérêt et à l'inflation importée. Il leur faudrait donc maintenir des taux d'intérêt relativement élevés, tant pour maîtriser l'inflation que pour éviter des sorties massives de capitaux. Les pays les plus exposés au risque de sorties de capitaux sont les pays de la région exportateurs de produits de base. La baisse des cours des produits de base qui résulte du ralentissement de l'économie mondiale, en particulier en Chine, a eu un impact sur leur croissance économique, le solde de leurs opérations courantes et leurs comptes publics, ainsi que sur les taux de change et l'inflation. Il n'est pas étonnant que les sorties de capitaux aient été particulièrement importantes dans ces pays. Les préoccupations au sujet de la croissance économique ont toutefois amené récemment certains de ces pays à abaisser leurs taux d'intérêt. Pour ces pays exportateurs de produits de base, il ne sera pas évident de trouver un équilibre, étant donné que les baisses excessives du taux directeur risquent d'alimenter l'inflation et d'encourager les sorties de capitaux de portefeuille.

24. Les pays sont donc invités à se montrer mesurés et prudents lorsqu'ils fixent leur politique monétaire afin de ne pas devoir réexaminer trop rapidement leurs décisions en la matière. Le compromis qu'ils pensent faire en devant renoncer à soutenir la croissance par de nouvelles baisses des taux d'intérêt devrait être d'importance secondaire, étant donné qu'à ce jour les réductions des taux d'intérêt n'ont eu que très peu d'effets sur la croissance économique. Ces pays devraient plutôt miser sur des mesures structurelles et de stimulation de la productivité pour influencer positivement sur la croissance économique. Ils devront en outre privilégier les politiques et stratégies allant dans le sens des objectifs de développement durable et reconnaître que le développement durable est susceptible d'améliorer la qualité de la croissance, en fondant celle-ci sur l'inclusivité, l'équité et la durabilité.

25. Soucieux d'établir durablement des fondements macroéconomiques solides afin de préserver les entrées de capitaux et de maintenir la stabilité macroéconomique, les pays sont de plus en plus nombreux à compléter les moyens dont ils disposent par des mesures macroprudentielles. Ces mesures confèrent aux pays une certaine souplesse dans la politique monétaire en leur permettant d'ajuster leur position en fonction de considérations intérieures telles que les perspectives d'inflation et la stabilité financière en période de volatilité des capitaux au niveau mondial. Contrairement aux ajustements des taux d'intérêt et aux interventions sur le marché des changes, les mesures macroprudentielles ciblent directement la source de l'instabilité des flux de capitaux, à savoir les marchés financiers intérieurs dans lesquels sont investis les capitaux, et contribuent ainsi à maîtriser les perturbations sur les marchés. Un certain nombre de pays de la région ont renforcé leur capacité de mettre en œuvre des politiques macroprudentielles, notamment en plafonnant les ratios prêts-valeur, en fixant des limites à certains segments de la croissance du crédit, et en définissant les conditions régissant les fonds propres et les réserves obligatoires.

26. Outre les risques qu'elles font peser sur la stabilité macroéconomique, les dépréciations monétaires peuvent aussi nuire aux économies si elles provoquent un cycle de dévaluations compétitives. Néanmoins, il est difficile d'éviter les dévaluations compétitives si les pays prennent des décisions de manière autonome, sans véritable coordination avec les autres pays. Dans ce type de situation, la coopération au sein de l'Asie-Pacifique joue un rôle important étant donné que la plupart des exportations de produits manufacturés dans le monde proviennent de cette région. Une décision de coopérer, surtout entre les pays de l'Asie du Nord et de l'Est et ceux de l'Asie du Sud-Est dont les économies sont tributaires des exportations, permettrait dans une large mesure d'éviter que cette pratique préjudiciable ne s'étende à d'autres pays. Même si le rôle des exportations en tant que moteur de croissance diminue de plus en plus dans les pays de la région, les gouvernements ne devraient pas infliger à leur propre économie des mesures de nature à nuire à ce secteur. Toutefois, il reste probable qu'à moyen terme le rôle des exportations extrarégionales va de lui-même perdre de l'importance au profit des moteurs de croissance intérieure et régionale.

## **2. Accroissement de la dette des ménages et des entreprises et nécessité de renforcer les marchés financiers**

27. Depuis la crise financière mondiale et suite aux politiques d'expansion suivies par les principaux pays avancés, l'endettement des ménages et des entreprises a rapidement augmenté dans de nombreux pays de la région Asie-Pacifique, même si la dette souveraine est restée relativement stable. En particulier, la croissance du crédit aux entreprises privées a dépassé celle de la production dans un certain nombre de pays de la région. Ainsi, la croissance annuelle du crédit aux entreprises était de 10 à 15 % en Chine, en Inde, en Indonésie et aux Philippines, même si elle a légèrement fléchi depuis 2013. Par conséquent, le ratio dette totale/PIB de ces pays, autrement dit l'intensité du crédit dans le PIB, est désormais nettement plus élevé qu'il ne l'était il y a huit ans. Sur la base des données publiées par la Banque des règlements internationaux, la dette privée non financière en pourcentage du PIB a bondi d'environ 75 % en Chine et augmenté dans une fourchette de 30 à 37 % en Malaisie, en République de Corée, en Thaïlande et en Turquie, entre 2007 et 2014.

28. Si l'on peut comprendre que l'endettement des ménages tend à augmenter en fonction des niveaux de revenu, la rapidité avec laquelle ce phénomène progresse dans certains pays est préoccupante. En Malaisie et en

Thaïlande, l'endettement des ménages par rapport au revenu disponible a atteint 140 %, un pourcentage similaire à celui des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). De plus, les actifs et les créances de nombreux ménages sont liés au secteur de l'immobilier, ce qui rend ces derniers vulnérables aux fluctuations des prix du logement. Il est aussi préoccupant de constater le poids disproportionné de l'endettement des ménages qui disposent d'une faible capacité de remboursement. L'endettement des entreprises s'est lui aussi accéléré, même si la structure de la dette s'est améliorée (dettes à plus longue échéance et en monnaie locale). Toutefois, l'endettement atteint désormais des sommes considérables et dans certains cas il a progressé à un rythme ahurissant. En outre, comme c'est aussi en partie le cas pour le logement, la composition de la dette des entreprises par secteur et sa répartition entre les entreprises disposant de capacités variables à assurer le service de la dette suscitent des inquiétudes.

29. Cette accumulation de dette et la création de crédit ont été rendues possibles par divers mécanismes comme les prêts nationaux et internationaux et les émissions d'obligations de société. Les banques nationales ont accordé l'essentiel du crédit total, comme en témoignent les ratios prêts/dépôts élevés. Si les grandes banques de la région disposent des réserves nécessaires, les établissements bancaires plus petits pourraient rencontrer des difficultés en raison des chocs susceptibles de survenir, dans le secteur immobilier par exemple. Les établissements financiers non bancaires, ou établissements « fantômes », ont également joué un grand rôle dans certains pays comme la Chine. Etant donné que leurs services s'adressent plutôt à des emprunteurs pauvres et à risque, des mesures réglementaires et de contrôle appropriées s'imposent. De plus, les banques étrangères ont augmenté considérablement le nombre de réclamations transfrontières et locales. Par ailleurs, les marchés des obligations de société ont connu un essor rapide, grâce à des conditions de liquidité relativement favorables au niveau mondial et aux initiatives régionales de développement des marchés obligataires en monnaie locale. Si les obligations de société ont contribué à réduire les décalages entre les monnaies et les échéances, des vulnérabilités persistent, en particulier dans les pays où la base nationale d'investisseurs institutionnels est limitée.

30. L'instabilité financière risque de s'aggraver dans les années à venir car, à mesure que les niveaux d'endettement s'élèvent, la capacité des emprunteurs à rembourser devient plus sensible aux baisses des revenus et des ventes, ainsi qu'aux hausses des taux d'intérêt<sup>9</sup>. Le raffermissement du dollar des États-Unis pourrait constituer une autre difficulté pour les sociétés qui ont contracté de lourds emprunts dans cette monnaie et n'ont pas de couverture. Les pays particulièrement vulnérables sont ceux dont les engagements extérieurs à court terme sont relativement importants par rapport aux réserves de change : c'est notamment le cas de l'Inde, de l'Indonésie et de la Malaisie. Les inquiétudes quant à la stabilité pourraient être apaisées si les emprunteurs et les prêteurs disposaient de coussins de protection adéquats – par exemple, dépôts des ménages et autres actifs financiers, disponibilités en liquide des entreprises, capitaux et liquidités bancaires.

31. L'endettement a également une incidence non négligeable sur l'avenir de la croissance économique. Les phases d'expansion financière vont souvent de pair avec de mauvaises répartitions des ressources, qui affectent

<sup>9</sup> Stephen Cecchetti, Madhusudan Mohanty et Fabrizio Zampolli, « The real effects of debt », BIS Working Paper, No. 352 (Bâle, Banque des règlements internationaux, 2011).

négalement la croissance de la productivité<sup>10</sup>. S'il est encore trop tôt pour dire si tel a été le cas, le stock de capital physique de la région étant encore relativement peu important, il semblerait que certains des investissements dans l'immobilier et les infrastructures rendus possibles par le crédit n'ont pas été perdus et pourraient entraîner un gain de productivité. Dans l'immédiat, les perspectives de croissance sont mitigées, car le désendettement des ménages et des entreprises influent sur la consommation et l'investissement privé et tempèrent la demande intérieure. Toutefois, la situation est moins claire en ce qui concerne l'endettement des entreprises car les causes de la récente accumulation de la dette n'ont pas encore été pleinement déterminées<sup>11</sup>. Ainsi, les faibles taux d'intérêt ont pu favoriser l'attractivité des instruments de financement par l'emprunt au détriment du capital, ou encore encourager les entreprises à constituer des réserves de liquidités en prévision d'investissements futurs.

### III. Accroître la productivité grâce au développement durable

32. La croissance économique spectaculaire de la région Asie-Pacifique au cours des dernières décennies lui a permis d'atteindre – avant l'échéance de 2015 – la première cible des objectifs du Millénaire pour le développement portant sur l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim en réduisant de moitié le pourcentage de personnes ayant un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour<sup>12</sup>. Toutefois, on estime que plus de 743 millions de personnes sont toujours dans une situation de pauvreté extrême, soit les deux tiers du total mondial. De plus, la région a encore beaucoup à faire dans le domaine du développement et elle rencontre des difficultés considérables en matière de santé, d'éducation, d'égalité des sexes, d'emploi décent et d'accès à des services d'assainissement et à d'approvisionnement en eau potable sûrs: 21 millions d'enfants ne vont pas à l'école primaire et un enfant de moins de cinq ans sur cinq, soit un total de 75 millions d'enfants, souffre d'insuffisance pondérale. Un nombre encore considérable de personnes – 1,7 milliard – n'a pas accès à des systèmes d'assainissement sûrs<sup>13</sup>. Les inégalités – de revenus et de chances – se sont également accentuées dans plusieurs pays parce que la croissance économique n'y est pas toujours inclusive, surtout pour ce qui est des facteurs sociaux, environnementaux et économiques<sup>14</sup>.

33. Le 27 septembre 2015, la communauté internationale adoptera un ensemble d'objectifs de développement durable. Assortis de 169 cibles, ces 17 objectifs devront être atteints d'ici à 2030 et définiront le cadre de l'élaboration des futurs politiques de développement. Compte tenu des défis considérables auxquels la région Asie-Pacifique est confrontée en matière de développement, elle doit résolument faire siens les objectifs de développement durable.

<sup>10</sup> Banque des règlements internationaux, « When the financial becomes real » in *BIS 85th Annual Report 2014/15* (Bâle, Banque des règlements internationaux, 2015).

<sup>11</sup> Fonds monétaire international, *Regional Economic Outlook: Asia and Pacific — Stabilizing and Outperforming Other Regions* (Washington, D.C., 2015).

<sup>12</sup> Après l'adoption de la Déclaration du Millénaire, le seuil de l'extrême pauvreté a été relevé en 2008 de 1 dollar à 1,25 dollar par jour (mesuré en fonction des prix internationaux en 2005 corrigés pour tenir compte de la parité de pouvoir d'achat).

<sup>13</sup> Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Banque asiatique de développement et Programme des Nations Unies pour le développement, *Making it Happen: Technology, Finance and Statistics for Sustainable Development in Asia and the Pacific — Asia-Pacific Regional MDGs Report 2014/15* (Bangkok, 2015).

<sup>14</sup> *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2015* (publication des Nations Unies, : E.15.II.F.7).

34. Au cours des dernières années, l'expérience de la région a montré que la croissance économique ne suffisait certes pas à rendre le développement durable, mais qu'elle en était clairement une composante nécessaire. Toutefois, le ralentissement de la croissance a touché la région de plein fouet, tandis que les économies développées continuaient de subir les conséquences de la crise financière mondiale, qui à son tour a réduit la demande de produits exportés en provenance de la région<sup>15</sup>. Alors que ces dynamiques mettent en évidence la vulnérabilité de la région face aux chocs extérieurs, elles pourraient peut-être favoriser une transition vers un modèle de croissance dans lequel les facteurs intérieurs et régionaux joueraient un rôle plus important dans la stimulation de la demande. Un tel modèle serait potentiellement plus stable et plus durable. Toutefois, la difficulté pour les responsables des politiques est de déterminer les moyens d'opérer la transition vers un tel modèle de développement.

35. La productivité joue un grand rôle dans le développement, en particulier pour les pays désireux de sortir de la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Même si la productivité a chuté après la crise financière et économique mondiale de 2008, la région Asie-Pacifique enregistre globalement depuis le début des années 1990 une progression notable de sa productivité, en particulier de la productivité du travail. Cependant, ces améliorations n'ont pas entraîné de progression correspondante des salaires réels. En effet, la part du travail dans la production a diminué ces dernières années dans l'ensemble de la région. Pour promouvoir la demande intérieure et faire en sorte que la croissance économique et le bien-être progressent constamment, les pays doivent adopter des politiques susceptibles d'inverser la tendance à la régression des salaires réels.

36. Il convient de poursuivre les efforts pour stimuler la croissance de la productivité et en faire bénéficier les travailleurs, en corrélant l'augmentation des salaires à l'augmentation de la productivité ou en intensifiant les investissements dans les ressources humaines, ce qui contribuerait à améliorer encore la productivité et la compétitivité<sup>16</sup>. La croissance de la région en sera plus inclusive et durable, ce qui favorisera la réalisation des objectifs de développement durable. Par exemple, en améliorant le niveau de vie, l'accroissement de la productivité (et des salaires) permettra aux pays de s'attaquer à l'élimination de la pauvreté (objectif 1), d'éliminer la faim et d'assurer la sécurité alimentaire (objectif 2) et de réduire les niveaux d'inégalité à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre (objectif 10).

37. Il importe également de souligner que tout investissement dans les objectifs de développement durable favorisera la croissance de la productivité, créant ainsi un cercle vertueux entre les objectifs de développement durable et la productivité. Ainsi, un surcroît d'investissements dans la santé et dans l'éducation en vue d'atteindre l'objectif 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge) et l'objectif 4 (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie) permettra d'améliorer la productivité en développant les compétences de la main-d'œuvre. La productivité sera également renforcée si l'on garantit un meilleur accès pour tous à des services énergétiques fiables et durables

<sup>15</sup> *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2013: Forward-Looking Macroeconomic Policies for Inclusive and Sustainable Development* (publication des Nations Unies, No. de vente: E.13.II.F.2).

<sup>16</sup> Organisation internationale du Travail, « Competitiveness, productivity and jobs ». Disponible à l'adresse: [www.ilo.org/asia/WCMS\\_098460/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/asia/WCMS_098460/lang--en/index.htm).

(objectif 7) et si l'on bâtit une infrastructure plus résiliente et favorise une industrialisation durable (objectif 9).

#### **A. Tendances en matière de productivité et de salaires dans la région Asie-Pacifique**

38. La productivité est une mesure de l'efficacité et de l'efficience des intrants par rapport à la production, laquelle correspond principalement au capital et au travail. La productivité totale des facteurs rend compte de la proportion de la production qui ne s'explique pas par la quantité d'intrants utilisés dans la production. Elle mesure, par exemple, les évolutions technologiques globales, qui rendent les intrants existants plus productifs. La productivité peut être mesurée à différents niveaux, par exemple entre les entreprises ou entre les secteurs. Au niveau sectoriel, la productivité industrielle/manufacturière tend à augmenter plus rapidement que la productivité agricole en raison de divers facteurs, notamment les évolutions technologiques, les économies d'agglomération et les économies d'échelle<sup>17</sup>. De plus, alors qu'augmente la part du secteur manufacturier dans le PIB, la croissance de la productivité globale augmente également, la main-d'œuvre passant d'un secteur à productivité relativement faible (agriculture) à un secteur ayant une productivité plus élevée (industrie manufacturière)<sup>18</sup>.

39. Étant partis d'un niveau modeste, les pays en développement de l'Asie et du Pacifique ont connu un essor rapide dans les premières phases de leur développement car ils ont pu accumuler une quantité importante de facteurs de production en puisant dans une main-d'œuvre rurale largement disponible et en bénéficiant d'une progression importante de l'épargne et de l'investissement. Au cours de la période 1990-2013, la productivité totale des facteurs des pays de l'Asie et du Pacifique a progressé à un taux moyen annuel de 1,77 %. Toutefois, la croissance de la productivité totale des facteurs est passée de 2,7 % entre 2000 et 2007 à 1,2 % entre 2008 et 2013 (voir tableau ci-dessous). Au cours de ces périodes, elle a augmenté uniquement en Mongolie, en raison de l'essor du marché des matières premières, et à Sri Lanka, à la faveur du relèvement qui a fait suite au conflit. Dans les autres pays, le ralentissement de la croissance de la productivité totale des facteurs est partiellement imputable aux effets du ralentissement économique planétaire consécutif à la crise économique et financière mondiale. D'autres facteurs devraient toutefois être pris en compte pour expliquer ce fléchissement de la productivité totale des facteurs.

---

<sup>17</sup> L'expression « économies d'agglomération » désigne par exemple les avantages qu'ont les entreprises à s'implanter les unes à côtés des autres. L'expression « économies d'échelle » s'entend des avantages qu'ont les entreprises à s'agrandir.

<sup>18</sup> Pramod Nagorao Junankar, « Is there a trade-off between employment and productivity? », Document de travail de l'emploi (OIT), No. 167 (Genève, OIT, 2014). Disponible à l'adresse: [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_329983.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_329983.pdf).



**Croissance de la productivité totale des facteurs dans certains pays de l'Asie et du Pacifique (taux de croissance moyen, exprimé en pourcentage)**

<b>Pays</b>	<b>Années 1990</b>	<b>Années 2000</b>	<b>Années 2000-2007</b>	<b>Années 2008-2013</b>	<b>Années 1990-2013</b>
Arménie	-1,47	5,66	11,39	-1,99	2,87
Australie	1,73	-0,37	0,12	-1,01	0,45
Chine	4,45	2,77	3,55	1,73	3,43
Fédération de Russie	-5,52	4,28	6,28	1,62	0,45
Fidji	-0,38	-0,52	1,16	-2,76	-0,46
Inde	-1,34	1,37	1,56	1,11	0,31
Indonésie	-1,34	1,11	1,22	0,97	0,15
Iran (République islamique d')	0,64	0,21	1,00	-0,83	0,38
Japon	-1,13	0,52	0,78	0,17	-0,13
Kazakhstan	-5,45	5,04	7,44	1,84	0,94
Kirghizistan	-5,50	1,80	2,62	0,71	-1,06
Malaisie	-0,41	0,95	1,81	-0,20	0,42
Mongolie	-2,17	4,08	3,77	4,49	1,63
Nouvelle-Zélande	0,84	-0,94	-0,42	-1,63	-0,24
Philippines	-1,00	1,05	1,32	0,70	0,25
République de Corée	0,46	0,92	0,96	0,87	0,74
Singapour	0,18	1,52	2,19	0,62	0,99
Sri Lanka	2,08	2,58	1,87	3,53	2,39
Tadjikistan	-8,54	9,11	9,82	8,16	2,20
Thaïlande	-0,69	1,33	2,35	-0,03	0,54
Turquie	-1,39	1,17	2,03	0,02	0,17
<b>Moyenne pondérée</b>	<b>1,29</b>	<b>2,11</b>	<b>2,69</b>	<b>1,17</b>	<b>1,77</b>

*Source:* calculs de la CESAP, à partir d'informations tirées de la Penn World Table 8.1, reprises de l'ouvrage de Robert C. Feenstra, Robert Inklaar et Marcel P. Timmer intitulé « The next generation of the Penn World Table », *American Economic Review* (à paraître), disponible à l'adresse: [www.rug.nl/research/ggdc/data/pwt/v81/the\\_next\\_generation\\_of\\_the\\_penn\\_world\\_table.pdf](http://www.rug.nl/research/ggdc/data/pwt/v81/the_next_generation_of_the_penn_world_table.pdf),

### **1. Facteurs déterminant la croissance de la productivité totale des facteurs**

40. Les connaissances et les compétences sont des facteurs essentiels à la croissance de la productivité totale des facteurs. En effet, les théories économiques suggèrent que la croissance peut être maintenue grâce au progrès technologique – telle qu'il se manifeste dans l'augmentation de la

productivité – et que ce progrès peut résulter des activités de recherche-développement, lesquelles sont des activités à fort contenu de savoir<sup>19</sup>.

41. Au niveau national, l'éducation et les activités de recherche-développement sont des éléments fondamentaux de la croissance de la productivité totale des facteurs. Entre 1990 et 2013, les pays de l'Asie et du Pacifique ont fait des progrès dans l'amélioration du niveau de formation de la main-d'œuvre: la durée de scolarisation des adultes a en moyenne augmenté, passant de 6,2 années à 8,2 années au cours de la période de référence et le taux d'alphabétisation est passé de 69,8 % à 82,9 % tandis que le taux moyen de scolarisation dans le secondaire progressait de moins de 50 % à 66,8 %. En outre, les dépenses moyennes en faveur de la recherche-développement dans la région ont augmenté légèrement, passant de 1,9 % du PIB pendant les années 1990 à 2,1 % pendant les années 2000, soit presque l'équivalent de la moyenne mondiale et un peu au-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, soit 2,3 % du PIB<sup>20</sup>.

42. Au niveau international, les exportations, les importations et les flux d'investissement étranger direct (IED) contribuent également à la croissance de la productivité totale des facteurs, les entreprises étant exposées à différents produits et pratiques concurrents, ce qui les rend plus enclines à innover pour rester compétitives<sup>21</sup>. Ainsi, les analyses économétriques confirment que l'expansion du commerce qu'a connue la région Asie-Pacifique au cours des 25 dernières années et la progression spectaculaire des apports d'IED dans la région ont contribué à l'augmentation globale de la productivité totale des facteurs. Par exemple, les flux d'IED sont passés d'environ 34 milliards de dollars en 1990 à 545 milliards de dollars en 2013, alors que la valeur du commerce international (exportations et importations) était estimée à 13 712 milliards de dollars en 2013, contre 1 506 milliards en 1990.

43. Une analyse empirique montre qu'une mauvaise gouvernance, des institutions de faible qualité et des infrastructures inadéquates peuvent également freiner la croissance de la productivité totale des facteurs en provoquant notamment un accroissement du coût des intrants. Elle confirme également que dans les pays où les niveaux de corruption sont bas, la croissance de la productivité totale est plus forte. De même, l'absence d'infrastructures de transport appropriées et de systèmes de facilitation du commerce accroît les coûts de production et réduit la productivité, par exemple, en provoquant des retards dans les opérations d'importation et d'exportation des marchandises.

## 2. Productivité du travail et salaires

44. Les salaires ont augmenté considérablement dans la région: en 2013, les salaires réels y étaient de plus de 2,4 fois supérieurs à leur niveau de 1999, alors qu'ils n'avaient augmenté que d'un tiers au niveau mondial<sup>22</sup>. Cela tient

<sup>19</sup> Voir Robert M. Solow, « A contribution to the theory of economic growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, No. 1, p. 65-94. Voir aussi Paul M. Romer, « Increasing returns and long-run growth » *Journal of Political Economy*, vol. 94, No. 5, p. 1002-1037.

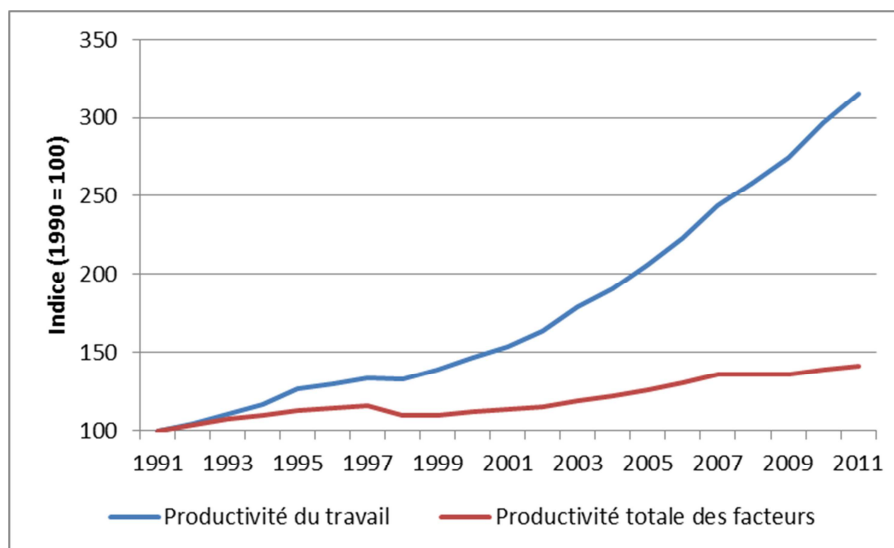
<sup>20</sup> Moyennes pondérées à partir de données sur les pays qui figurent dans la base de données de la CESAP.

<sup>21</sup> Wolfgang Keller, « International trade, foreign direct investment, and technology spillovers », in *Handbook of the Economics of Innovation*, vol. 2, B. Hall and N. Rosenberg, eds. (Oxford, Elsevier, 2010).

<sup>22</sup> Organisation internationale du Travail, *Global Wage Report 2014/15: Asia and the Pacific Supplement* (Bangkok, 2014).

au fait que la productivité du travail y a progressé notablement, en particulier par rapport à la croissance de la productivité totale des facteurs (voir figure 4).

Figure 4  
**Évolution de la productivité totale des facteurs et de la productivité du travail en Asie et dans le Pacifique (indice, 1990 = 100)**



Source: calculs de la CESAP, à partir de la base de données sur les principaux indicateurs du marché du travail de l'Organisation mondiale du Travail et de la Penn World Table 8.1 (Voir tableau ci-dessus).

45. Malgré ces fortes augmentations, la progression des salaires réels n'a pas suivi le même rythme que les gains de productivité, de telle sorte que la part du travail (salaires) dans le revenu total a diminué dans la région Asie-Pacifique au cours des dernières années (figure 5) tandis qu'une part plus importante revenait aux détenteurs du capital. Cette progression des profits au détriment des salaires, qui est associée à une exacerbation des inégalités, a été observée dans les pays développés comme dans les pays en développement et provient de l'écart grandissant entre la croissance de la productivité et celle des salaires<sup>23</sup>.

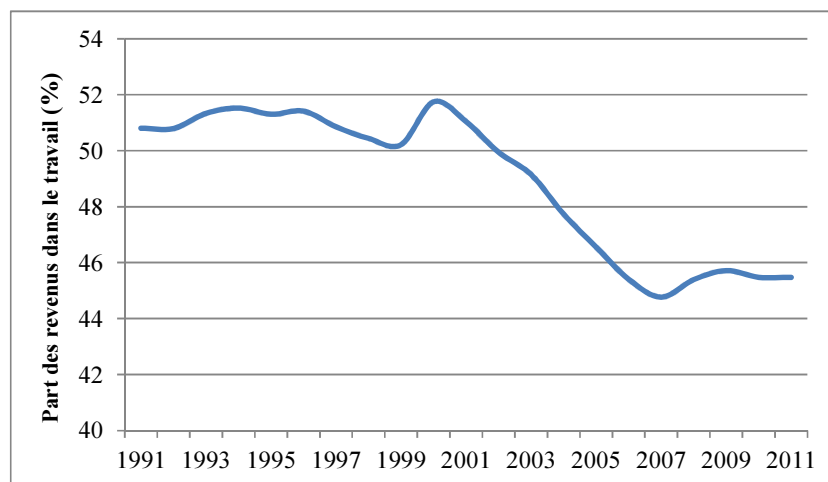
46. La situation des pays dans lesquels la croissance économique est essentiellement induite par les exportations est l'une des raisons expliquant cette tendance au déclin dans la région. Dans ces économies, les augmentations de salaire tendent à être modestes et la main-d'œuvre nationale employée dans les industries à vocation exportatrice ne profite souvent guère des gains de productivité, ce qui permet de maintenir, voire de réduire, les prix des produits et donc de rendre ces derniers plus compétitifs sur les marchés internationaux. Toutefois, une telle stratégie peut-être contre-productive parce que, si l'offre progresse plus rapidement que la demande intérieure, on risque de décourager l'innovation et l'investissement productif<sup>24</sup>. Qui plus est, une telle dynamique de compression des salaires a un effet négatif sur la demande dans l'économie. Il importe donc d'inverser

<sup>23</sup> Organisation internationale du Travail, *Rapport mondial sur les salaires 2012/13: salaires et croissance équitable* (Genève, 2013).

<sup>24</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Rapport sur le Commerce et le Développement, 2010: emploi, mondialisation et développement* (publication des Nations Unies, No.: E.10.II.D.3).

ce déclin pour promouvoir la demande intérieure et régionale et rendre la croissance régionale plus durable.

Figure 5  
**Part des revenus du travail en Asie et dans le Pacifique entre 1991 et 2011 (en pourcentage de la production)**



Source: calculs de la CESAP, à partir de la Penn World Table 8.1 (Voir tableau ci-dessus) et de la base de données sur les principaux indicateurs du marché du travail de l'Organisation mondiale du Travail.

## B. Politiques d'accroissement de la productivité par le développement durable

47. L'*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2016* analysera de manière plus approfondie les politiques qu'il faudrait mettre en œuvre pour favoriser la productivité en montrant que cette mise en œuvre sera grandement facilitée si l'on intègre les objectifs de développement durable dans les politiques économiques et de développement nationales. Les instruments politiques importants sont, par exemple, l'amélioration des infrastructures existantes dans la région, l'augmentation des investissements dans l'éducation, en particulier dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, et celui de la santé.

48. Les politiques qui font une part plus grande au travail dans le revenu sont également importantes pour renforcer la demande intérieure car elles contribuent à instaurer un modèle de développement plus durable dans lequel les facteurs intérieurs et régionaux jouent un plus grand rôle, au lieu de compter principalement sur la demande d'exportation des économies développées. Pour ce faire, il faut recourir à des instruments comme l'introduction d'un salaire minimum, une meilleure protection sociale et des mécanismes de transferts sociaux susceptibles de soutenir la demande globale en temps de crise, ainsi que la mise en place de garanties d'emplois publics, prenant en compte les éventuelles contraintes budgétaires.

### 1. Encourager la productivité

49. Les investissements dans les infrastructures jouent un rôle crucial dans la productivité. Des infrastructures de meilleure qualité, par exemple, contribueront à accroître la productivité du travail en réduisant le temps de trajet jusqu'au travail, en améliorant les conditions de vie sur le plan de la

santé et de l'éducation et en permettant de réaliser davantage d'économies d'échelle<sup>25</sup>. De meilleures infrastructures permettent également de faciliter l'accès aux marchés, notamment dans le secteur de l'énergie où elles sont essentielles pour accroître la productivité dans l'industrie: dans plusieurs pays, la vétusté des infrastructures d'approvisionnement et de distribution de l'énergie est déjà un obstacle considérable à la croissance de la productivité, de la production et de l'emploi, et donc à l'amélioration du bien-être social. De plus, les investissements dans les infrastructures urbaines sont particulièrement importants dans la région sachant que l'urbanisation est appelée à devenir un moteur de productivité de plus en plus puissant à mesure que la part de travailleurs agricoles diminue au profit des industries manufacturières et des services.

50. Dans plusieurs pays, la pénurie de personnel spécialisé freine la croissance de la productivité, notamment dans le secteur manufacturier, et limite la diversification économique. Il est donc important d'élargir l'accès à l'éducation et d'en améliorer la qualité, en particulier dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. Alors que la région œuvre en faveur d'une croissance économique plus équilibrée et commence à s'orienter vers des objectifs de développement durable, elle doit aussi renforcer l'industrialisation dans les zones rurales en promouvant le développement des petites industries étant donné que quatre travailleurs sur dix travaillent toujours dans l'agriculture. En effet, l'avènement d'une deuxième révolution verte, à plus forte intensité de connaissances, permettrait de lutter contre le peu d'intérêt que suscite le secteur agricole dans les politiques publiques. La promotion d'une meilleure productivité agricole est donc un élément clé de l'action que devraient entreprendre les pouvoirs publics dans cette situation.

## 2. Accroître la part du travail dans le revenu

51. Les gains de productivité doivent également bénéficier aux travailleurs sous la forme de salaires réels plus élevés, afin d'accroître la demande intérieure, faute de quoi la progression de la demande intérieure, en particulier de la consommation, risque en définitive d'être financée par l'emprunt. La faible corrélation entre la productivité et les salaires dans la région s'explique dans une certaine mesure par le modèle de main-d'œuvre excédentaire, selon lequel les salaires ne sont pas déterminés par la productivité du travail<sup>26</sup>. Toutefois, cette situation pourrait également tenir à la faiblesse ou à l'absence de mécanismes de négociation collective et à l'insuffisance des institutions du marché du travail. Dans un tel contexte, l'augmentation du salaire minimum est un instrument important que plusieurs pays de la région s'emploient activement à mettre en place. En Thaïlande par exemple, le salaire minimum a été considérablement augmenté en 2013, après une décennie de stagnation des salaires réels. De même, en République de Corée, le salaire minimum a progressé plus rapidement que l'inflation entre 2012 et 2014, tandis que des augmentations importantes du salaire minimum ont ravivé la croissance des salaires en Malaisie et au Viet Nam. Au Cambodge, le salaire minimum dans l'industrie du textile a été porté le 1<sup>er</sup> janvier 2015 à 128 dollars par mois, contre 61 dollar en 2013. Cette évolution va contribuer à stimuler la demande intérieure et permettre à la région de s'acheminer vers un modèle de développement dépendant moins

<sup>25</sup> Stephane Straub et Akiko Terada-Hagiwara, « *Infrastructure and growth in developing Asia* », ADB Economics Working Paper Series, No. 231 (Mandaluyong City, Banque asiatique de développement, 2010).

<sup>26</sup> W. Arthur Lewis, « Economic development with unlimited supplies of labour », *The Manchester School*, vol. 22, No. 2 (Mai 1954), p. 139-191.

des exportations et favorisant le développement durable au lieu de privilégier exclusivement la croissance économique.

52. Le renforcement de la protection sociale (notamment par l'instauration de garanties en cas de chômage et l'élargissement de l'accès aux pensions de retraite) est un autre outil important pour stimuler la demande intérieure, car il permet de protéger les personnes vulnérables en temps de crise et contribue à réduire les inégalités. Dans le même esprit, la mise en place de garanties d'emploi, comme l'a fait l'Inde, constituerait un pilier important à l'appui de l'éradication de la pauvreté et du renforcement de la demande intérieure. Il est important d'ajouter que de tels programmes ne seraient pas coûteux et qu'ils sont à la portée de la plupart des pays en développement de la région, surtout lorsqu'on songe au potentiel fiscal de la région<sup>27</sup>.

53. Etant donné la faible croissance économique des pays développés, il importe d'accélérer la croissance de la productivité dans la région et de faire en sorte que les travailleurs en recueillent les fruits. Une telle démarche permettra à la région de trouver un nouvel équilibre à la faveur d'un modèle de croissance plus durable et contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable. Par ailleurs, en investissant davantage dans les objectifs de développement durable, les pays amélioreront leur productivité, ce qui leur permettra de bénéficier du cercle vertueux qui sera créé entre les objectifs de développement durable et la productivité.

---

---

<sup>27</sup> L'*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2013* met en évidence le coût de ces programmes, tandis que l'*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2014* souligne leur potentiel fiscal existant.